



LA FLAMME DU ROUSSILLON

La lettre d'information des nationaux du Roussillon - n° 47 - Mars 2009 - 0,5 €.

POUR SORTIR DE LA CRISE, SORTONS DE L'EUROPE DE BRUXELLES !

L'Europe fédérale et le libéralisme débridé devaient assurer sécurité et prospérité aux Français.

La crise financière qui frappe durement les Français marque l'échec patent du modèle économique européen défendu par Bruxelles et Sarkozy.

- L'Europe responsable de la crise :

C'est la globalisation financière et la déréglementation du contrôle des changes, du crédit et de la masse monétaire, principes défendus par Bruxelles et les gouvernements européens qui ont amplifié les effets dévastateurs de la crise économique.

- L'Europe impuissante face à la crise :

C'est l'Europe unie qui a permis de voler au secours des économies nationales affirme Sarkozy. Rien n'est plus faux. L'Allemagne et la Grande-Bretagne ont présenté leur propre plan de sauvetage de leurs institutions financières et rejeté l'idée d'un gouvernement économique de la zone euro.

- L'Europe ne protège pas les travailleurs français :

La zone Europe devait assurer la prospérité économique. En août 2008, plus de 16 millions de personnes étaient au chômage dans l'Union européenne. La politique dictatoriale de la Banque centrale européenne combinée aux effets pervers de l'Euro fort ont condamné au chômage des dizaines de milliers de travailleurs.

- L'Europe destructrice d'emplois :

La politique de l'emploi devait être la priorité de Bruxelles. En France, depuis le début de l'année, 18 231 emplois ont été supprimés dans les différents secteurs d'activité.

Le seul recours : le Front National

Pour sortir de la politique ultralibérale et mondialiste prônée par Bruxelles et mise en place par le gouvernement Sarkozy qui condamne des millions de travailleurs au chômage et à la précarité, le Front National demande :

- Le retour à un système d'économie nationale qui rompt avec les diktats financiers imposés par la Banque centrale européenne.

- Le rétablissement de nos frontières économiques qui passe par une protection douanière, l'encadrement des mouvements de capitaux et du crédit.

- Le passage de la monnaie unique à la monnaie commune.

- La mise en place immédiate de la préférence nationale à l'emploi, aux logements et aux aides sociales.

VOTEZ LOUIS ALIOT

Les Vérités de Jean-Marie LE PEN

" Nicolas Sarkozy se croit toujours président du Conseil européen, il nous dit même ce qu'il " exigera " au G20 au nom de l'Europe... "

" Nicolas Sarkozy qui s'enorgueillissait d'incarner le rôle du président du plein emploi, est aujourd'hui, et ce, malgré son agitation permanente et la multiplication de plans dérisoires, le président du chômage de masse ! "

" M. Sarkozy devrait songer d'abord à équiper l'armée française, qui en a cruellement besoin, avant l'armée irakienne. "

LA FLAMME du Roussillon
La lettre d'information des
nationaux du Roussillon.

Directeur de la Publication :

M.T. FESENBECK

Comité de Rédaction :

Dossiers politiques du mois :

Louis Aliot, Edouard Fesenbeck

Rédaction et Secrétariat :

Irina KORTÁNEK

Diffusion / Distribution :

Jean-Luc DUFOUR

BP - 90 416 - 66004 PERPIGNAN -

04.68.55.20.63.

Imprimerie spéciale FR

LA RUBRIQUE DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON :

IL N'Y A PLUS DE PYRÉNÉES d'Alain JAMET

Nous apprenons la naissance, le 21 novembre dernier, de l'Eurodistrict. Sous la houlette du Président du Conseil Général des P.-O. et du Vice-président de la Generalitat de Catalogne, cette nouvelle structure transfrontalière (parrainée par la Préfecture de Perpignan) entend effacer les Pyrénées et mener désormais une politique de gouvernance transfrontalière... " 350 ans après qu'on nous ait séparés, la Catalogne renaît entière ", ont déclaré les deux compères.

Le Front National dénonce cette démarche qui met en danger l'unité de la République. Il s'étonne de la présence, dans cette réunion, d'un représentant de l'Etat.

Cette instance qui prétend " à une personnalité juridique et à une autonomie financière " ne peut exister sans la complicité des pouvoirs publics. Si l'on peut admettre une coopération entre les deux Régions, elles ne peut se faire que dans le cadre de nos institutions nationales. Que ces apprentis sorciers comptent sur notre vigilance pour nous mettre en travers de cette funeste démarche.

VICTOIRE ! d'Alain JAMET

Le Groupe Front National en Ile-de-France vient d'infliger un sérieux revers à l'exécutif écolo-socialo-communiste de la Région. Saisi par Marine Le Pen d'un recours déposé contre une subvention attribuée avec l'argent des Franciliens pour la construction d'éoliennes du Nicaragua, le Tribunal administratif a estimé (à juste titre) que ce projet n'avait aucun intérêt régional et a donc annulé la délibération visée.

Les exemples abondent, ici comme ailleurs, de ces libéralités accordées aux frais du contribuable à des Etats, à des associations étrangères, à des pompeurs de finances qui ne vivent qu'aux dépens de nos collectivités.

Fort de cette jurisprudence, le Groupe Front National du Languedoc-Roussillon entend désormais attaquer, chaque fois qu'il en aura l'occasion, les décisions qui ne revêtiront pas un intérêt évident pour la Région. A bon entendeur...

Montpellier Agglomération : Les indemnités des élus augmentent de 366 % ! par Guillaume Vouzellaud

Comme tout un chacun, nous constatons que les départements qui dessinent la " Sun belt " (ceinture du soleil) à la française en longeant très exactement le tracé ferroviaire du Nantes - Vintimille, connaissent une augmentation importante de leur population. Nous ne nous faisons guère d'illusion quant aux raisons profondes et réelles de cette explosion démographique. Mais, les faits sont là. Et cette hausse n'a pas toujours les effets attendus. En particulier, pour les hommes politiques.

Le 15 janvier dernier, les délégués communautaires de l'agglomération montpelliéraine ont su tirer parti au mieux du franchissement symbolique de la barre des 400 000 habitants dans le périmètre de l'agglomération. Conformément à la législation en vigueur, les Conseillers de l'agglomération ont voté comme un seul homme la majoration de ... 366 % de leurs revenus en approuvant une délibération qui passe l'indemnité mensuelle **de 224,48 € à 1047,55 €**. La hausse, comme vous pouvez le noter, n'a, quant à elle, rien d'allégorique.

Or, en ces temps de crise financière et économique, cette inflation indemnitaire ne prête plus à sourire, elle écœure, elle dégoûte, elle révolte jusqu'aux plus endurcis d'entre nous... Calculez bien ! Pour payer les privilégiés (non élus) de cette agglomération, pendant toute une année, il en coûtera dorénavant aux contribuables montpelliérains **613 000 euros supplémentaires**. Où sont donc les économies prônées par ces exécutifs locaux ?

Décidément à l'UMPS, les discours comme les actes s'accordent à la perfection. Ils vous disent en cœur mais contrits : " **Serrez-vous la ceinture** ". **Pendant que Sarközy s'augmente de 172 %,... Frêche et ses acolytes se votent une rallonge de 366 %**. Il n'y a pas de doute, leur attitude volontariste face à la crise nous rassure.

LE MOT DE LA SECRETAIRE DEPARTEMENTALE, Marie-Thérèse FESENBECK :

Nous sommes entrés depuis peu dans la campagne des Elections européennes qui sera lancée officiellement à Arras les 14 et 15 mars prochains. Mais nous n'attendons pas cette date pour commencer à travailler sur le terrain. Après le journal que vous avez reçu, nous poursuivons avec la distribution d'un tract, en premier lieu, autour de la ville de Perpignan puis nous élargirons notre cercle, tract intitulé " Pour sortir de la crise, sortons de l'Europe de Bruxelles ".

Pour effectuer une bonne campagne électorale, notre candidat dans notre région Sud-Ouest, Louis ALIOT, a besoin financièrement de votre aide. Contactez-nous pour la marche à suivre. Nous comptons aussi sur vous pour venir nous aider à boîter, tracter et coller. Nous devons agrandir notre cercle de militants actifs si nous voulons obtenir de bons résultats et avoir un représentant du Sud au Parlement européen afin de propager nos idées, ainsi que Louis ALIOT sait si bien le faire d'ailleurs, comme lors des Conseils municipaux à Perpignan. Dans cette perspective, nous nous devons de l'aider de toutes nos forces. Aussi, mon équipe et moi-même vous recevrons avec plaisir. Vous le savez, toute aide, que ce soit matérielle ou physique, est la bienvenue.

Notre galette des Rois, présidée par Roger HOLEINDRE, a connu un grand succès malgré la tempête (absence d'électricité et de téléphone). Ce moment a été d'une grande communion entre nous, Roger ne mâchant pas ses mots. Il a dédicacé son livre avec plaisir aux nombreux fidèles.

Au mois de janvier, vous aviez pu lire un communiqué de presse intitulé " Une forêt d'oliviers ". Je pense que je ne m'étais pas trompée sur la situation de la ville de Canet puisque Arlette Franco, maire, a eu de nombreuses démissions parmi les élus de son Conseil municipal.

En ce qui concerne les municipales de la ville de Perpignan, nous attendons toujours la décision du Conseil d'Etat (annulation des élections ou pas).

Pour les cantonales du Centre-ville, le recours déposé par la candidate divers droite sera-t'il rejeté ? Nous attendons également le résultat.

On dirait une malédiction, notre département des PO attend toujours et longuement des résultats, la THT sera-t'elle enterrée comme je l'avais demandée lors d'une conférence de presse ? La cité judiciaire se fera-t'elle ? Les problèmes de la RN116 seront-ils résolus ? Le projet du 3^{ème} quai à Port-Vendres sera-t'il enterré ? En attendant, ce sont 400 arbres qui ont été arrachés, peut-être pour rien ! (le Grenelle de l'environnement débute formidablement bien dans les PO). La ligne TGV en direction de Nîmes, nécessaire pour l'économie de notre département sera-t'elle un mirage ? C'est ce qui semble se dessiner, avec le tronçon Perpignan-Figuères, qui devait être inauguré le 17 février et qui le sera, peut-être, en 2010. La mésentente entre le maire de Perpignan et des policiers municipaux a eu pour conséquence une pluie de PV sur les pare-brise à Porte d'Espagne, ce que n'ont pas du tout apprécié les résidents de ce quartier ! Situation ubuesque, l'adjoint à la sécurité, élu municipal, essaie de négocier le non-paiement de ces PV ! Serait-ce déjà une amorce d'élections en faveur de l'UMP sur Perpignan ? On sanctionne, puis on récupère les PV pour que les citoyens ne paient pas leur amende ! Ces citoyens, très contents, seraient-ils enclins à voter en faveur du maire sortant ?

D'après le journal du président de la région Languedoc-Roussillon, Georges Frêche, un sondage sur le rôle et les réalisations du Conseil régional a été publié : 75 % sont satisfaits de son action, 78 % estiment important le rôle du Conseil régional. Alors, comment se fait-il que pour les PO, 2008 a été une année noire pour les chômeurs (hausse de 14.4 %, 21.7 % des plus touchés sont les jeunes de moins de 25 ans). D'après la directrice de la Mission locale des jeunes, " *la qualification des jeunes faiblit d'année en année* ". Je pense que ce processus, enclenché au lendemain de mai 68, n'est pas prêt de s'arrêter. Dans mon travail de Ressources Humaines, tout au long de ma carrière, j'avais pu le constater et je n'avais pas attendu 2009 pour tirer la sonnette d'alarme. Le seul bassin de Perpignan compte à lui seul 14 680 demandeurs d'emploi, ce qui donne au total, pour notre département des PO, 18 993 chômeurs fin 2008. Chiffre exorbitant ! Après les satisfecits de tous nos présidents de région, département, communauté d'agglo, cherchez l'erreur !

Autre problème d'un manque de prévisions de nos politicards, après 30 années passées à arracher nos vignes, la grande erreur du début du 20^{ème} siècle ayant été de prôner la monoculture, certains se rendent seulement compte aujourd'hui qu'il faut arrêter l'arrachage. Que font nos technocrates de Bruxelles ? Et maintenant, à cause de la crise financière, la tendance de ces terrains en friche conduit à la cabanisation de ces terres. **Seul le FN, avec Louis ALIOT, a les pieds sur terre.**

Jean-Marie Le Pen avait raison, toujours raison, lui le visionnaire.

Le 7 juin 2009, chacun dans votre région, votez pour votre liste FN aux Elections européennes. N'oubliez pas, Louis ALIOT est notre candidat FN.

PROPOS DU GENERAL M.-HENRI VOLPELIERE

Jean-Marie Le Pen et le Front National

Jean-Marie Le Pen n'est pas le chef d'un clan ou d'une faction, il est le Président d'un parti politique qui se veut rassembleur et parti de gouvernement. Il n'avance pas masqué.

L'Américain dit " America first ", l'Anglais dit " England for ever " et lui, Jean-Marie Le Pen, dit " Français d'abord " ou encore " Français un jour, Français toujours ".

A chaque élection, il a tendu la main à tous les souverainistes en leur posant une question : " Les forces souverainistes ont-elles le droit de faire durer encore, ne serait-ce qu'une heure de plus, le scandale horrible et mortel de leurs divisions ? ".

Au nom de l'antériorité et du nombre de votants en sa faveur (15% des votants en moyenne), il a prétendu diriger cette coalition. Sa prétention était légitime. Il n'a pas été entendu.

Aujourd'hui en 2008, il incarne encore

- pour ses compagnons, le destin de leur cause
- pour la multitude française, qui ne veut pas de l'Europe fédérale, le symbole de son espérance
- pour les parlementaires qui l'ont hué - ce qui revient à lui attribuer un certificat de résistance

authentique et le rend plus grand encore - et pour les étrangers, qui eux ne s'y trompent pas, la figure d'une France indomptable au milieu des épreuves.

Tout le monde devrait l'avoir compris : sans Jean-Marie Le Pen et l'impulsion qu'il donna, le Front National n'aurait jamais existé.

Il a forgé l'outil. Dès lors, il a vu venir à lui des résistants nationaux authentiques, mais aussi des ambitieux, des doctrinaires, des fabricants de mythes, peu disposés à s'en tenir longtemps à la discipline du parti et aux directives de son Président.

Il a eu très vite le sentiment qu'il lui faudrait tôt ou tard les remettre à leur place, avec le risque inévitable, mais non sans regret, d'avoir à se séparer d'eux, tant éclatait leur ambition personnelle.

De toutes les façons, ces ingrats qui lui devaient leur notoriété politique, s'abusaient totalement sur le pouvoir de séduction qu'ils s'attribuaient.

Je vous le demande : avait-il le droit d'exiger d'eux l'obéissance ? En est-il autrement à l'UMP, au PS, au PCF ... ?

Lors du dernier congrès, ils ont tous voté pour reconduire Jean-Marie Le Pen à la tête du parti. Ils ont donc signé un contrat moral. Ils ont tous accepté de se soumettre à ses directives, à ses décisions ... La messe est dite ... mais l'obéissance reste toujours une adhésion mystérieuse.

La réalité Front National

Jean-Marie Le Pen a découvert la source du Front National en 1972.

Il a veillé à ce que ce courant creuse un lit en direction de l'océan politique.

Pour y parvenir, il a rallié à sa cause celle de la France souveraine, indépendante et fière de son identité, des veines secondaires qui sont venues grossir son flot : Chrétiens solidarité, royalistes, Pieds-noirs, militaires retraités des guerres d'Indochine et d'Algérie, société civile, paysans, etc.

Mais aucune de ces veines ne peut l'emporter seule et, jusqu'à aujourd'hui, c'est la veine royale découverte par Jean-Marie Le Pen qui a été seule capable de les ramifier.

- Le lien commun : **c'est l'amour de la France**
- Le lien commun : **c'est la souveraineté, l'indépendance et l'identité de la France.**

Suite de l'article de la page 4

Nous sommes

- Français et non Allemands ou Anglais
- Européens et non Africains
- catholiques et non musulmans
- attachés au droit écrit et non au " Common law "
- tenus à la famille monogame et non à la polygamie
- acquis à la laïcité imposée par la révolution et non à un système clérical du type musulman qui veut dominer la France, etc.
- favorables à l'Europe des nations, et non à l'Europe fédérale.

Et Jean-Marie Le Pen, notre Président, est tout à fait conscient que la France procède de la civilisation chrétienne et de l'héritage gréco-romain, que la laïcité est un système imbécile, totalement inintelligible du reste du monde, mais il n'en fait pas, pour le moment, le motif de son combat.

Pour le moment, c'est clair, il se bat pour que le bateau France ne coule pas ... et ce n'est pas en torpillant ses actions qu'il y parviendra.

Le devoir de ceux qui épousent globalement ses positions est de serrer les rangs autour de lui.

Bonne chance la France.

Est-il possible ? de Roger ALABERT

(Texte paru sur l'Indépendant)

Oui, est-il possible qu'une génération comme la mienne qui a évité les grands conflits de l'apprentissage d'un métier, supporte depuis plus de trente ans une guerre économique et sociale qui tue en silence, sans le tapage des canons ?

Face à la disparition, au fil des jours, des fleurons de notre industrie (alimentation, habillement, électroménager, automobile ...), ne restent sur notre territoire que quelques activités, souvent en sursis, sans compter le sabordage de notre agriculture traditionnelle et paysanne. Avoir vu ou subi l'intensification du chômage, la naissance du RMI qui fut une bouée de sauvetage pour de nombreuses personnes, mais aussi un échec politique colossal. Une nation qui ne peut plus nourrir ses citoyens dignement ! Et voici le déferlement de réformes qui ne sont que le plagiat des 316 décisions du rapport Attali où, dans tout, on peut spéculer. La santé et la diversité doivent devenir une chance pour la croissance française. Ou le " numérique " sera notre pain quotidien au lieu du tracteur et de la charrue de nos aînés. Et par-dessus tout cela, une soi-disant crise mondiale, la bonne excuse pour finir de détruire la France !

Patriotes, arrêtons cette mascarade meurtrière ... à laquelle se rajoute la chansonnette du réchauffement climatique. Allons devant cette Assemblée dire à Nicolas 1^{er}, à ces sénateurs, ces députés, sans détour, de démissionner. S'ils refusent, exigeons la noblesse du suffrage universel par un référendum. L'horizon est bien sombre à l'aube de l'année 2009. Patriotes, la France est en danger, sachons la sauver.

Courrier des lecteurs

de Mme Claire F. de Perpignan :

J'ai 67 ans, 750 € /mois, pas un sou de plus et une petite santé générale qui relève du handicap. Pas de chauffage central et droit à rien. On me fait payer quand même une taxe d'habitation.

C'est la classe moyenne qui souffre et ça, je le sais et je peux le prouver par mon cas personnel.

Ceux qui sont en bas profitent sans aucun scrupule et sont plus égaux que les autres et, en cela, ils rejoignent ceux qui sont en haut dans les malversations et les abus de toutes sortes.

Irresponsabilité de nos dirigeants par Irina KORTÁNEK

La crise financière, boursière puis bientôt économique qui nous accable aujourd'hui n'est pas un coup imprévisible du destin. Nos dirigeants ainsi que les médias ont beau nous bercer de paroles rassurantes, nous ne vivons que la partie émergée de l'iceberg

Sans vouloir à toutes forces peindre le diable sur la muraille, nous n'échapperons pas à ce nouveau cataclysme économique. Il y avait déjà fort à reprocher à notre nouveau gouvernement UMPS, nous pouvons dès lors ajouter à nos griefs une irresponsabilité criminelle envers le peuple français qui n'est plus maître de sa destinée, d'abord subordonné aux désidératas des USA puis aux " Diktate " de Bruxelles. Monsieur Sarkozy éprouve décidément bien des difficultés avec la vision en hauteur.

Que l'on explique aux Françaises et Français pourquoi presque toutes les économies prennent pour référence l'économie américaine. Au début du XX^e siècle et notamment dans les années qui ont suivi la Première Guerre mondiale, il est vrai que les USA apparaissaient comme la première puissance économique mondiale. Mais qu'en est-il advenu plus tard ? Avons-nous oublié la crise de 1929 dont la cause s'inscrivait à l'inverse de celle d'aujourd'hui, mais a eu des répercussions dramatiques dans tous les pays ? Comme en 1929, lorsque les USA toussent, toute l'économie mondiale contracte une pneumonie. Si nous regardons autour de nous, force est de constater que, malgré le marasme actuel, certains États plus prévoyants enregistrent de moins lourdes pertes et sauront sortir quasiment indemnes de la situation. Comment des intellectuels, des énarques, des financiers ont-ils pu laisser les économies se développer autour d'une bulle de savon. Car la vie à crédit que l'on nous propose sur le " modèle " américain n'est véritablement qu'une illusion, une fiction de richesse, un univers virtuel qui menace d'engloutir le fruit d'années de travail de nos concitoyens, de ruiner les petits épargnants, d'appauvrir encore les plus pauvres jusqu'au dénuement total, alors que nos dirigeants auront su protéger leur fortune, parfois si malhonnêtement acquise.

La présente crise couve depuis au moins une année, certains l'ont prévue, mais les a-t-on écoutés ? Le manque de sérieux de nos dirigeants - qu'ils soient de droite ou de gauche d'ailleurs, car la différence est gommée - est dénoncé depuis longtemps par le Front National et son Président visionnaire seulement, voilà, si l'analyse vient du FN, elle ne peut être qu'erronée. Eh bien non. Depuis plus de trente ans, le Front National explique les maux dont souffre notre pays trente ans, cela compte.

En courbant le dos devant les USA, en nous subordonnant à Bruxelles qui menace jusqu'à notre survie, nos dirigeants nous ont entraînés sur une pente dont personne - et surtout pas eux - ne connaît ni le dénivelé ni la longueur.

Le Front national propose une refonte complète des structures en les simplifiant, en rétablissant la prépondérance de la Nation, de ses valeurs, de sa culture et de son économie. Les réformettes de nos gouvernements successifs se sont avérées aussi efficaces qu'un sparadrap sur une gangrène !

Une solution à la crise actuelle consisterait à rétablir nos frontières, créer une " concurrence " intérieure entre les régions, simplifier les structures administratives pesantes, coûteuses et inefficaces, alléger les charges pesant sur les entreprises afin de relancer la machine économique (au moins) intérieure et accorder enfin la préférence nationale dans la distribution des emplois.

UN PEU D'HISTOIRE par Boris P. du Barcarès

" Si les gens disposaient de meilleures connaissances historiques, ils sauraient que le fascisme et le nazisme constituent deux idéologies différentes, lesquelles se distinguent radicalement de celle défendue par le F.N. "

Cette phrase remarquable écrite par Madame I. Kortánek dans son excellent article publié dans la FLAMME du mois de janvier-février 2009 m'a également inspiré des commentaires explicatifs dans le prolongement de sa pensée.

Il me faut vous expliquer brièvement ce qu'était le fascisme : ce mot est né en Italie. Fondé par Mussolini (un ancien socialiste), ce mouvement se présente comme une réaction autoritaire à la détresse de l'après-guerre d'un pays qui n'a tiré aucun bénéfice de sa participation au conflit et qui a subi la menace communiste. C'est vrai, il y eut des violences fascistes, mais elles répondaient à celles des communistes qui récusaient le modèle démocratique.

Néanmoins, l'actif des dix premières années du régime mussolinien est avéré : reprise économique, baisse du chômage, accords de LATRAN (*accords de LATRAN : du 11.02.1929, passés entre le St Siège et Mussolini*). L'opinion adhère massivement à la politique du Dictateur : il y eut même des approbations de Roosevelt et de Churchill.

En 1934, Mussolini est antiallemand. Il n'est ni raciste, ni antisémite. Le Duce, initialement pragmatique, se prend au piège de sa mythique du " moi ".

Le tournant, c'est l'aventure éthiopienne, les rebuffades des démocraties poussant le régime à se radicaliser, l'alliance avec Hitler, les lois antijuives pour complaire à ce dernier. Entré dans le second conflit mondial aux côtés du Reich, l'Etat fasciste s'écroulera avec lui.

D'une autre nature est le National Socialisme d'Hitler, son système politique est totalitaire, tout le pays est au service du régime, avec la nazification de l'armée, les terrifiantes mesures antijuives, judéocides, l'idéalisation de la suprématie de la race aryenne, le mythe du fer et du sang et la lutte pour l'extermination des sous-hommes du monde entier : la germanisation d'un " espace vital " par des conquêtes à l'Est.

.... La place me manque pour en écrire davantage.

Après étude de ces deux idéologies, il n'existe effectivement aucune analogie avec le programme, les idées, la vie du F.N.

Pourtant, nos adversaires incrustent dans l'esprit des gens ces deux idéologies pour diaboliser, pour les amalgamer au F.N. Nous dénonçons ces aveuglements irréels qui sont des mensonges sémantiques. Comme actuellement des gens se targuent d'être TROTSKYSTES sans savoir même ce que le trotskysme a été historiquement.

A croire que les gens ont des convictions politiques fugitives, lesquelles ne sont que des modes du moment orchestrées par des propagandes médiatiques au service de nos gouvernants. Les alternances successives UMP - UDF / PS - PC - VERTS le prouve.

Nous, les Frontistes, intelligemment, sommes hors de ces jeux politiques.

Nous sommes le parti de la Vérité.

UNE DICTATURE QUI NE DIT PAS SON NOM !

Par Edouard Fesenbeck

Une fois de plus, je m'interroge, avec une certaine angoisse, si nous sommes encore en démocratie ou si nous sommes, sans nous en rendre compte, entrés en dictature.

En effet, à voir les agissements personnels de notre agité du bocal, on ne peut plus avoir de doute. Il s'agit là d'un pouvoir personnel et tout dépend du bon plaisir d'une seule personne. Tous les postes-clés sont occupés par des gens à sa dévotion, obéissant au doigt et à l'œil.

Comme preuve, je ne vais citer qu'un seul exemple car ils foisonnent, celui de la nomination comme Directeur de la banque créée par la fusion " Banque Populaire - Caisse d'Epargne ". Que ce soit les leviers monétaires, financiers, médiatiques, à la tête tout est squatté par des personnes à son entière dévotion soit carrément issues d'un cercle rapproché ou familial comme son fils à l'UMP.

Tout le système et même la Constitution ont été modifiés en ce sens, les nominations, tout passe par lui, que ce soit la télé, la Justice, la police, etc. Dès que quelque chose lui déplaît ou le contraire, c'est la valse des hauts fonctionnaires et récemment cela a été le cas de responsables de la Police et même des Préfets. Ils n'avaient pas prévu que quelques manifestants pourraient ternir l'exhibition prévue.

Le Premier Ministre n'existe plus, il ne peut plus prendre une décision de quelque importance. Sa fonction se limite désormais à servir de parapluie lorsque les choses vont mal, comme dans les départements d'Outre-Mer.

Mais son ego va plus loin. Après avoir sacrifié l'indépendance militaire de la France en réintégrant l'OTAN, il a exigé de ses nouveaux amis d'avoir la place d'honneur, c'est à dire lors des réunions du Commandement, être placé à la droite du Commandant en Chef, alors que, jusqu'à présent les places autour de la table, étaient attribuées dans l'ordre alphabétique. Mais comme cela lui a été refusé, on lui a concédé d'y figurer tant que les caméras étaient présentes dans la salle, après leur départ, il devra regagner sa place alphabétique...

Revirement d'opinion pour l'ex-président européen, comme sa dernière déclaration au Salon de l'Agriculture : " L'Europe s'oppose au financement de l'Industrie automobile par l'Etat telle que je la conçois pour la France ", considérant que sans lui et hors de sa présidence, l'Europe est d'une nullité affligeante.

Pour finir, je vais vous poser une devinette à la Sarkozy. Lors d'une conversation entre lui et M. Seguela, son ami commun avec François Mitterrand, il a été évoqué le problème de sa montre Rollex qu'il ne cesse d'exhiber sous le nez des Français. D'après M. Seguela, il aurait été dit à ce sujet là : " Si à 52 ans, on ne peut se payer une Rollex pour la montrer, c'est qu'on est un râté " !!!

Alors je vous pose la question suivante :
" Combien y-a-t'il de râtés en France ? "
J'espère qu'ils apprécieront ce qualificatif et voteront en conséquence la prochaine fois.

ADHESION & ABONNEMENT

NOM : Prénom : Adresse :
Tél : Date de naissance : Profession :

J'adhère au FRONT NATIONAL par une adhésion :

- | | | |
|--|---|---|
| <input type="checkbox"/> Simple : 50 € | <input type="checkbox"/> Jeune - 25 ans ou chômeur : 30 € | <input type="checkbox"/> Couple : 80 € |
| <input type="checkbox"/> De soutien : 90 € | <input type="checkbox"/> Bienfaiteur : 130 € | <input type="checkbox"/> Prestige : 250 € et plus |

Je m'abonne à LA FLAMME DU ROUSSILLON :

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Je soutiens votre action et je verse€ | <input type="checkbox"/> Abonnement bienfaiteur : 20 € et plus. |
| <input type="checkbox"/> Abonnement : 10 € | |

FN 66 - BP 90416 - 66004 PERPIGNAN - TEL : 04.68.55.20.63



Fédé - infos 66

LA CIRCULAIRE INTERNE DU FRONT NATIONAL 66 - n° 47 - Mars 2009

CONSEIL MUNICIPAL DU 5 FEVRIER 2009

Comme à son habitude, le Conseil municipal s'est déroulé dans une mauvaise ambiance, l'UMPS s'envoyant des petits mots doux-amères, le groupe "Perpignan, Ville libre" continuant son travail d'opposition " intelligente ". Seuls, quelques extraits vous sont présentés :

Louis ALIOT : " Je vais essayer de ne pas être long, mais je dois dire que, pour les gens qui nous regardent et ceux qui suivent l'actualité de Perpignan, il y a quand même un fait marquant, c'est le ping-pong malsain qui existe à Perpignan, dans le département, dans la région, entre la fausse droite ---car pour moi, M. le Maire, je vous le dis, vous n'êtes pas de droite, certains dans votre équipe oui, mais vous non, et certains autres--- et la vraie gauche, la vraie gauche se caractérisant par un sectarisme et une intolérance qui est directement liée à son héritage propre. Mais ce ping-pong malsain se traduit aussi, il faut bien le dire, dans un débat stérile, les uns disant : on en fait déjà beaucoup, étant au top des investissements et on en discutera, les autres disant : vous n'en faites pas assez car il faudrait faire ceci, il faudrait faire cela, mais ils ne disent pas avec quel argent ils vont le faire. Surtout en situation de crise ! Et surtout par quel biais vient la crise.

Sur l'université : Est-ce que vous savez qu'à terme, parce que nous sommes là dans des projets européens et mondiaux, l'université de Perpignan, ça va vous choquer, disparaîtra. Vous relirez le livre de Jacques ATTALI, qui est le grand penseur de François MITTERRAND et de Nicolas SARKOZY, qui prévoit dans son livre, qu'il ne resterait en France qu'une dizaine de pôles universitaires dont Toulouse et Marseille, peut-être Montpellier, et entre Toulouse et Marseille, rien. Et il ne faut pas s'étonner que les financements, dès aujourd'hui ne viennent pas, d'abord il y a la crise, il n'y a pas d'argent, puis ce n'est pas la volonté des gens qui nous gouvernent. Alors vous faites de l'agitation avec les universitaires, tout ça est très syndicaliste, c'est très bien, ça agite le landernau mais ça n'ira pas très loin.

Sur les investissements : Vous avez investi dans le théâtre de l'Archipel, le 4^{ème} pont. Nous nous sommes opposés à ces projets. J'aimerais savoir 2 choses. Ce sont des sommes colossales. 1^{ère} question, est-ce que les entreprises qui ont été choisies sont des entreprises de Perpignan, ou des alentours de Perpignan ? Ça c'est le 1^{er} point. Et de savoir si dans ces entreprises là, ce sont bien des habitants de la ville, de l'agglomération et du département qui sont embauchés et qui y travaillent. Ça, c'est aussi un autre sujet de discussion pour savoir si l'argent qui est investi sur le territoire est directement dépensé et consommé sur le territoire. J'aimerais bien le savoir.

Ce que nous demandons, nous, c'est :

- 1. d'arrêter de dépenser l'argent du contribuable à tort et à travers,**
- 2. de réorienter les crédits vers, justement, la solidarité et la fraternité françaises,**
- 3. de lutter contre l'insécurité qui existe encore dans notre ville et qui est totalement absente de votre document budgétaire, ce que je trouve pour Perpignan, pour l'agglomération et pour le département, quelque chose d'assez incroyable, je dois le dire, parce que c'est l'une des préoccupations majeures que demandent aujourd'hui nos concitoyens. "**

Renseignements : FRONT NATIONAL 66

21, rue Messidor - BP 90416 - 66004 Perpignan Cedex - 04.68.55.20.63

1^{er} site : <http://louisaliot.over-blog.fr> - 2^{ème} site : <http://fnj66.hautetfort.com>

3^{ème} site : www.fn-languedocroussillon.com

Courriels : frontnational66@free.fr & fnj-66@hotmail.fr

N'OUBLIEZ PAS VOTRE RENOUVELLEMENT - LE FRONT NATIONAL A BESOIN DE VOUS !

Communiqués de presse et interventions de vos élus
Louis ALIOT et Marie-Thérèse FESENBECK

SUPPRESSION DE POSTES DANS LA POLICE NATIONALE

Après l'élimination de l'école de police de Perpignan, voilà qu'il est question également de la suppression de 21 postes de motards de la Police nationale.

Décidément, plus l'insécurité et les affrontements communautaires prennent de l'ampleur à Perpignan, plus on s'évertue à éliminer les derniers garants de l'ordre public.

Le prix à payer est déjà très élevé mais le sera encore bien davantage à l'avenir.

Malheureusement, ce sont toujours ceux qui n'ont rien à y voir, c'est-à-dire les petits commerçants et les artisans qui en payeront les frais car sans aucune protection. Ce n'est pas en détruisant les différentes composantes de la sécurité intérieure en France que l'on parviendra à protéger ceux qui en souffrent le plus dans leurs biens et souvent dans leur chair.

SOUTIEN ENVERS LES VICTIMES DE LA TEMPETE

Louis ALIOT, Secrétaire Général du Front National, Conseiller Régional de Midi-Pyrénées et Conseiller Municipal de Perpignan, candidat tête de liste aux Elections européennes en région Sud-Ouest, fait part de sa plus vive sympathie à l'égard de nos concitoyens qui ont été victimes de la tempête de ce week-end et en subissent encore les lourdes conséquences. Il tient aussi à remercier les nombreux agents de l'Etat qui, tous services confondus, ont travaillé durant ces dernières quarante-huit heures afin de permettre un retour à la normale le plus rapidement possible.

En outre, le Front National demande que les régions et départements du grand Sud-ouest, majoritairement de gauche, participent à la solidarité nationale et que ces différentes collectivités mettent en place des crédits d'urgence, qui soient pris sur l'enveloppe de leurs budgets de communication respectifs et ne constituent pas ainsi une charge supplémentaire pour le contribuable.

" URBANISME ET BÂTIMENTS PUBLICS "

Le différend entre le ministre de la Justice et la municipalité prouve une fois de plus que, sur ce plan, la démocratie dans le parti de M. le Maire est malmenée, et cela même à son détriment.

L'implantation du Palais de Justice qu'il préconisait à St-Assisclle, ce qui était logique, a été en effet sèchement rejetée en maintenant l'édifice dans le centre-ville saturé du point de vue circulation. On peut se demander s'il est possible de pratiquer un urbanisme cohérent si ce n'est plus le maire mais chaque ministre qui décide de l'implantation du bâtiment de son administration d'une façon anarchique.

La fermeture de l'école de police nationale et la suppression de 21 postes de motards semblent prouver la disgrâce de M. le Maire dans les instances de décision du gouvernement issues de son propre parti.

L'argent du contribuable mérite quand même mieux lors de sa dépense, surtout lorsqu'il s'agit d'importantes sommes. A quand le retour à la raison d'antan ?